Manif confédérale du 4 février : un mouvement social sur la bonne voie

Partout en France, des milliers de manifestants ont battu le pavé pour ouvrir d'autres perspectives.

Déterminés à rompre avec les politiques néo-libérales des gouvernements successifs, à répondre autrement à la crise économique, sociale et sociétale accentuée par la crise sanitaire, ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs, cadres, chercheurs, étudiants, enseignants, soignants, intermittents du spectacle, énergéticiens… toutes les professions se sont retrouvées, derrière leur masque, répondant à l'appel de la CGT, pour défendre l'emploi, le service public et la ré industrialisation du pays.

Tous réunis pour d'autres orientations politiques

Un point commun à tous ces manifestants : leur conviction que le plan de relance du gouvernement reste dans la continuité des politiques de casses menées jusqu'alors. Casse de l'emploi, pression sur les salaires et sur les conditions de travail, affaiblissement de la protection sociale et du service public… Les banderoles s'en faisaient l'écho : « Emplois, salaires, temps de travail, retraites… relançons le social », « Tous ensemble pour le progrès social, pour une autre répartition des richesses » exigeant une rupture avec la logique politique et financière par une relance économique au service d'une société plus juste et équitable. Car le nombre de licenciements flambe, tout comme les annonces de plans de suppressions d'emplois, de fermetures d'entreprises, de restructurations ou fermetures de services.

La CGT porte un tout autre projet de société

Elle prône une politique de relocalisation industrielle, la réduction du temps de travail, le développement des services publics, l'interdiction des licenciements dans les entreprises bénéficiant d'aides publiques et surtout lorsqu'elles continuent à dégager des profits. Il s'agit de mettre l'économie au service de l'humain en faisant passer l'intérêt général avant celui des actionnaires : tout l'inverse de la tendance de ces dernières décennies avec la financiarisation des entreprises à outrance.

Une double manifestation pour les salarié.e.s des IEG

Cette journée avait une résonnance particulière dans les IEG, en lutte contre le projet HERCULE de démantèlement d'EDF. En effet, l'intersyndicale appelait à un rassemblement, le matin, devant l'assemblée nationale, pendant l'audition de Barbara Pompili, Ministre de la transition énergétique. Devant une centaine de militants, représentants syndicaux et députés de gauche ont tour à tour rappelé les dangers de ce projet et réaffirmé la nécessité de maintenir un service public fort pour répondre aux besoins des populations, réussir la transition énergétique et assurer la reconstruction d'une filière industrielle d'excellence.

Le succès de cette journée confédérale n'était a priori pas gagné, tant les raisons à ne pas se mobiliser étaient nombreuses pour les salarié.e.s : peurs diverses (de perdre son emploi, du virus, de ne pas pouvoir respecter les mesures sanitaires avec le couvre-feu), mais aussi sentiment d'impuissance… Difficile pour les syndicats de lutter contre toutes ces craintes, de convaincre des salariés absents des lieux de travail (télétravail, chômage partiel…). Bien sûr nous n'étions pas encore assez nombreux, mais nous étions là, et une chose est certaine : **le sentiment de pouvoir faire bouger les lignes est bien réel.** Alors, à nous militants d'y croire, de donner l'envie de se mobiliser, pour que ce sentiment devienne demain réalité.